

Retraité un jour, syndiqué toujours !

é

En guise d'éditorial



Sommaire :

1 : En guise d'Éditorial

- Communiqué confédéral : « Les gouvernements passent, les revendications restent »

2 : Informations confédérales

- Courrier au président de la République sur la situation en Palestine
- CP : journée mondiale sur le travail décent
- CP : Journée nationale des aidants

3 : Informations diverses

- Tribune : à propos de l'isolement des personnes âgées
- Quelles sont les perspectives 2026 pour les complémentaires santé et assimilées

4 à 8 : Revue de Presse

- Extraits des « passages médias » de la Confédération dans divers organes de presse

Les gouvernements passent, les revendications restent !

Communiqué de presse confédéral

Alors que le nouveau gouvernement à peine nommé, démissionne, Force ouvrière réaffirme ses revendications :

- Abrogation de la réforme des retraites
- Augmentation des salaires, dans le public comme dans le privé,
- Engager une véritable politique de réindustrialisation
- Des services publics de proximité, partout sur le territoire
- Justice fiscale et justice sociale
- Abandon des budgets d'austérité.

La facture ne peut être présentée aux travailleurs. Quel que soit l'exécutif demain, Force ouvrière continuera de porter ses revendications.

Paris, le 6 octobre 2025

Informations confédérales

//////////////////////////////////////**Courrier du Secrétaire Général**//////////////////////////////////////

Monsieur Emmanuel MACRON
Président de la République
Palais de l'Élysée
55, rue du Faubourg Saint Honoré 75008 Paris

Paris, le 23 septembre 2025

Monsieur le Président de la République,

La Confédération Force Ouvrière vous remercie de la réponse que vos services ont bien voulu apporter le 8 juillet dernier à notre courrier du 23 mai concernant la situation à Gaza.

Toutefois, nous considérons nécessaire de vous saisir à nouveau de ce sujet.

Lundi 22 septembre, lors de la 80^e Assemblée générale de l'ONU, vous avez officiellement reconnu l'État palestinien. La France a ainsi rejoint les 145 pays qui reconnaissent déjà cet État.

Au-delà de cette symbolique très forte, pour FO, des engagements concrets doivent être pris. Les horreurs doivent cesser ! Aucun chemin vers la paix ne peut s'ouvrir tant que continueront les bombardements et le blocus de Gaza. Cette situation de guerre, de bombardement, de famine organisée dépasse toutes les limites de l'entendement et de l'humanité.

Nous avons condamné cette situation à maintes reprises, appelé au cessez le feu, au retour à la paix.

Aussi, je vous demande, Monsieur le Président de la République, d'une part de mettre en place un véritable

corridor humanitaire sous l'égide des Nations unies (UNRWA) pour que les populations cessent de mourir de faim ou par manque de soins.

D'autre part, la France doit procéder à une rupture des relations diplomatiques avec Benjamin Netanyahu et son gouvernement, qui poursuit inlassablement son objectif de destruction de Gaza et des populations palestiniennes.

Pour FO, la France doit prendre des mesures pour mettre fin à cette guerre et obtenir la libération de tous les otages. Un avenir de paix durable et de sécurité doit être assuré pour les populations d'Israël et de Palestine afin qu'elles puissent se construire un avenir pour elles-mêmes et leurs enfants.

Pain, Paix, Liberté !

Dans l'attente, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre plus haute considération et de notre profond attachement aux valeurs de la République.

Frédéric Souillot

//////////////////////////////////////**Communiqué de presse**//////////////////////////////////////

Secteur International, Europe

Journée mondiale pour le travail décent 2025 : pour la paix, la démocratie et les emplois !

À l'occasion de la journée mondiale pour le travail décent ce 7 octobre, Force Ouvrière rappelle aux côtés de la Confédération Syndicale Internationale (CSI) que la lutte pour un travail décent est indissociable de la lutte pour la démocratie et qu'il n'y a pas de paix sans justice sociale !

Dans le cadre de sa campagne annuelle pour plus de démocratie, la CSI alerte sur l'influence croissante des multinationales et des milliardaires sur les politiques économiques et sociales, bien souvent au détriment des travailleurs, de leurs salaires et de leurs conditions de travail, de leurs syndicats ou encore de leurs libertés ou leurs droits fondamentaux.

Pour FO, la réponse est simple. Plus de justice sociale ! Plus de justice fiscale ! Il est grand temps d'avancer sur la réforme de la fiscalité internationale et de soutenir l'Organisation Internationale du Travail, cheffe de file

de la régulation sociale au niveau mondial, notamment dans la mise en œuvre de l'objectif de développement durable dédié au travail décent !

Force Ouvrière est aussi aux côtés de la Confédération Européenne des Syndicats ce 7 octobre à Vienne, en Autriche, pour célébrer la journée mondiale pour le travail décent et faire entendre la voix des travailleurs en Europe, et en France, avant la présentation de la feuille de route de l'UE sur des emplois de qualité. La mobilisation syndicale grandit en Europe contre l'austérité et les réformes du droit du travail : tous les travailleurs ont le droit à des salaires équitables, à des emplois stables et au respect de leurs droits individuels et collectifs !

Paris, le 7 octobre 2025

Branislav RUGANI

Secrétaire confédéral

**Journée nationale des aidants :
FO revendique davantage de droits pour les proches aidants**

En France, on compte aujourd'hui entre 8 et 11 millions de proches aidants, c'est-à-dire de personnes qui viennent en aide régulièrement et à titre non professionnel à un ou plusieurs proches âgés en perte d'autonomie, en situation de handicap ou atteints d'une grave maladie.

Une majorité de proches aidants occupe une activité professionnelle (61 %), l'âge moyen des proches aidants étant de 42 ans. En 2030, avec le vieillissement de la population, on estime qu'un actif sur quatre sera proche aidant, ce qui est considérable.

Certes, la sensibilisation augmente sur ce sujet parfois encore tabou en entreprise, ce qui est une bonne chose, mais nombre de proches aidants restent dans l'ombre, craignant notamment d'évoquer ce sujet avec leur hiérarchie. Sujet lié à la vie personnelle, le fait d'être aidant n'est pourtant pas sans conséquences (stress, épui-

ment, isolement social...), ce qui peut rejallir fortement sur la vie professionnelle.

C'est pourquoi FO continue de revendiquer :

- une meilleure indemnisation du congé de proche aidant ;
- une réelle effectivité du droit au répit ;
- une amélioration des droits à la retraite pour le proche aidant ;
- une meilleure prévention de la désinsertion professionnelle, notamment via une

meilleure prévention pour la santé de l'aidant.

Nous sommes toutes et tous susceptibles de devenir proche aidant, parfois plusieurs fois au cours de notre vie professionnelle.

Paris, le 6 octobre 2025

Eric GAUTRON

Secrétaire confédéral

Informations Diverses

Tribune :

À propos de l'isolement des personnes âgées

Le 3^e Baromètre des Petits Frères des Pauvres révèle en 10 chiffres clés une réalité alarmante : l'isolement extrême des personnes âgées a bondi de +150 % en moins de dix ans. Aujourd'hui, 750 000 aînés vivent en situation de mort sociale, privés de tout lien humain. Une situation qui pourrait concerner un million de personnes âgées d'ici 2030.

Une France qui vieillit... Et qui isole

Toutes les statistiques montrent que la France compte de plus en plus de personnes âgées. Mais avec l'âge, les cercles relationnels s'effritent et, pour certains, disparaissent totalement. Derrière les chiffres, ce sont des vies marquées par le silence, l'absence de visites et le sentiment d'être oublié.

« La première chose que je fais est d'allumer la télévision pour avoir un son, un bruit pour ne pas me retrouver dans un vide sonore » Daniel, 77 ans

Ce geste banal dit tout : la télévision devient parfois le seul « compagnon de vie ». L'isolement extrême n'est plus une exception : il devient un phénomène de société. Il est urgent à tous les niveaux.

Chiffres clés 2025 : l'isolement en quelques repères

Notre Baromètre* « Solitude et Isolement quand on a plus de 60 ans en France en 2025 » met des mots et des chiffres sur une réalité invisible :

- 750 000 personnes âgées sont en « mort sociale », sans aucun contact avec qui que ce soit. Soit l'équivalent d'une ville comme Marseille.
- 2 millions sont coupées de leur famille et de leurs amis
- 1,5 million ne voient jamais ou presque jamais leurs enfants ou petits enfants
- 1,1 million n'ont aucun lien amical, même à distance
- 2,7 millions n'ont aucun contact avec leurs voisins au-delà d'un simple « bonjour »
- 2,5 millions se sentent seules tous les jours ou

presque

- 4,2 millions pour eux, ce sentiment de solitude dure depuis plusieurs années
- 5,7 millions n'ont personne à qui confier leurs émotions intimes
- 9 millions ne sortent pas de chez elles quotidiennement
- 5 millions au moins, restent à l'écart du numérique, sans jamais utiliser Internet

Derrière les chiffres, des vies en suspens

Ces données traduisent une fracture sociale profonde. Ne pas avoir de famille, d'amis, de voisins ou même une oreille attentive, c'est perdre les repères essentiels qui donnent du sens au quotidien.

«Lorsqu'on est une personne âgée, on nous classe, on nous écarte de la société et on nous parque en EHPAD.»

Lucille, 90 ans

Quelles sont les perspectives 2026 pour les complémentaires santé et assimilées (infos factuelles) ?

*Quelle sera la Loi de finances de la Sécurité Sociale en 2026 (LFSS) ?

Cette loi doit être votée avant le 31/12/2025 par le parlement. Beaucoup d'incertitudes et d'inquiétudes avec par exemple le Plafond Mensuel de la Sécurité Sociale (PMSS) qui est estimé par la Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF) à +1,9 %. Rappelons que la FNMF représente près de 500 mutuelles.

Ce PMSS sert de calcul de base des cotisations sociales et impacte le montant de nombreux remboursements ou prestations santé (par exemple % du PMSS) mais aussi certains plafonds de pension de retraite.

*Hausse de la Taxe de Solidarité Additionnelle (TSA).

Cette taxe est due sur les contrats d'assurance maladie complémentaire à 13,27 % pour un contrat responsable (mais peut aller jusqu'à 20,27 % selon la nature du contrat et les garanties pour un contrat non responsable). Cette TSA est à la charge des assurés (collectée par les assureurs qui la reverse chaque trimestre à l'URSAFF). Elle alimente la Complémentaire Santé Solidaire (CSS). On entend dire que cette TSA augmenterait de 2 % avec une possible rétroactivité en 2025 !

*Des incertitudes sur le contrat responsable

- qui respecte le parcours de soins coordonnés, les plafonds et les planchers de remboursements ou exclut certains actes),
- qui applique le Reste à Charge 0 (RAC 0) ou 100 % santé (un élargissement du 100 % santé est envisagé)!

Rappel : les contrats responsables ne remboursent pas les franchises médicales ou la participation forfaitaire, ce qui veut dire que si ces 2 non remboursements augmentent, les assurés paieront !

*Des transferts de charges

De l'Assurance Maladie Obligatoire, la Sécu (AMO) vers l'Assurance Maladie Complémentaire (AMC), en particulier sur l'optique et l'audiologie ce qui impliquerait inévitablement des hausses de cotisations.

*Quid des hausses de cotisations 2026 ; Comparaison avec différents interlocuteurs sur le marché de la santé

Les premières annoncent de hausse des cotisations sur les complémentaires santé hors effet de la hausse du PMSS :

- AXA +4,5 %
- ACTELIOR +4,65 %
- GENERALI +5 %
- KEREIS (courtier-conseil et gestionnaire en assurances santé) +5 %

Ces chiffres sont les hausses collectives des contrats pas individuels auxquels il faudra ajouter la hausse du PMSS ; on peut dire qu'à ce jour, la hausse prévisible 2026 serait entre 6,5 et 7 % !

La Sécurité sociale a eu 80 ans le samedi 4 octobre 2025. Créée par les ordonnances des 4 et 19 octobre 1945 par le Conseil National de la Résistance (CNR), sa devise célèbre est « de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins » ! On est bien loin de ses intentions et décisions de nos anciens.

Michel De Sadeleer



La reproduction, la mise à disposition et la diffusion de ce document sont autorisées UNIQUEMENT EN INTERNE au sein de l'Organisation.

En effet, la Confédération Force Ouvrière a conclu un contrat avec le CFC (Centre Français d'exploitation du droit de Copie) pour la diffusion partielle et ponctuelle d'articles. (Contrat copies internes professionnelles d'œuvres protégées).

ATTENTION : les TITRES ne sont pas toujours le choix des journalistes et ne reflètent pas forcément les propos tenus par FO. Il faut se référer aux citations dans l'article lui-même sachant que certaines interviews peuvent ne pas avoir été relues.

Lundi 22 septembre 2025

Le Parisien

Après sa rencontre avec Lecornu, Force Ouvrière demande « l'abrogation de la réforme des retraites »

Le bal des consultations se poursuit à Matignon. Et ce lundi, c'est Force ouvrière (FO) qui était reçue par le Premier ministre. Troisième force syndicale du pays et dernier leader reçu par Sébastien Lecornu, Frédéric Souillot a une nouvelle fois plaidé pour « l'abrogation de la réforme de retraites » adoptée au forceps en 2023. [...]

Le syndicaliste a, tout comme l'ensemble de ses partenaires reçus ces derniers jours à Matignon, demandé l'abandon du doublement des franchises médicales, de la « multiplication des jours de carence » en cas d'arrêt maladie et d'une nouvelle réforme de l'assurance chô-

mage, quelques mois après la précédente, dont toutes les dispositions ne sont pas encore entrées en vigueur. [...]

« J'espère qu'on a été entendu », a ajouté le patron de FO à l'issue de son entrevue avec le Premier ministre, se disant tout de même « optimiste ». « Le fait qu'ils reçoivent l'intersyndicale mercredi prochain, c'est déjà un signe, a-t-il estimé. On attend tous mercredi des réponses. »

Au lendemain d'une première mobilisation bien suivie, jeudi 18 septembre, et d'un « ultimatum » posé par l'intersyndicale, Matignon a en effet proposé aux huit organisations syndicales une rencontre avec Sébastien Lecornu mercredi à 10 heures. [...]

AEF Info

Budget : « Si la facture n'est présentée qu'aux travailleurs, c'est non ! » (Frédéric Souillot, Force ouvrière)

« Ce qu'il y a de bien avec ce cahier revendicatif, c'est que, depuis quelques années, on n'a pas besoin de le remettre trop à jour », ironise Frédéric Souillot, secrétaire général de Force ouvrière, à l'issue de sa rencontre bilatérale avec le Premier ministre, Sébastien Lecornu. [...]

« La première revendication, c'est toujours l'abrogation de la réforme des retraites. J'espère qu'il l'a entendue », reprend Frédéric Souillot. [...] La réforme n'a pas réduit les injustices vis-à-vis des femmes et sur la pension minimale... », ajoute-t-il. Que le Premier ministre « gèle la réforme et qu'il la renvoie au Parlement », poursuit Frédéric Souillot. « Quand on voit la majorité qui a été élue en disant "abrogation de la réforme des retraites de 2023 !" , si cela retourne au Parlement, je suis assez optimiste », sourit-il.

Outre le rejet des « économies sur la sécurité sociale » via le doublement des franchises médicales ou les jours de carence, le secrétaire général de Force ouvrière tient à rappeler sa défense de la démocratie sociale. « Il faut

redonner la place qui est la sienne à la négociation collective », plaide-t-il. « La démocratie sociale existe, c'est le L1 du Code du travail. Mais si c'est pour avoir des lettres de cadrage ou d'orientation comme celles qui nous sont arrivées [début août sur la suppression des jours fériés et l'assurance chômage], cela ne sert à rien », explique-t-il. [...]

Interrogé sur le quantum d'économies souhaité par le nouveau Premier ministre pour le PLF 2026, Frédéric Souillot explique lui « avoir dit d'entrée, que ce soit 44, 35 ou 23 milliards d'euros [d'économies], si la facture n'est présentée qu'aux travailleurs, c'est non ! ». [...]

« Sur la rupture avec la politique menée par le président de la République, nous verrons bien. Suis-je confiant ? Il ne faut pas non plus exagérer, mais je suis optimiste. Le fait qu'il reçoive l'intersyndicale mercredi, c'est déjà un signe », ajoute-t-il. [...] Les leaders de huit organisations syndicales devraient se réunir dans la matinée du jeudi 25 septembre pour faire le point et décider des suites à donner au mouvement.

La Montagne

La suspension de la réforme des retraites comme seule « voie », les syndicats mettent la pression sur le Premier ministre

Les syndicats n'ont toujours pas digéré l'adoption au forceps de la très contestée réforme des retraites en 2023, et ont replacé le sujet au cœur des discussions budgétaires avec le nouveau Premier ministre, qui les reçoit mercredi.

Parmi les préoccupations dans les cortèges la semaine dernière, les retraites étaient encore bien en vue. En effet, deux ans et demi après l'adoption sans vote de la réforme, les syndicats ne lâchent pas. [...]

La mobilisation nationale lancée par l'intersyndicale

visait à refuser les mesures d'économies annoncées mi-juillet par l'ancien Premier ministre, François Bayrou. [...]

Mercredi à Matignon, les chefs de file des huit centrales syndicales comptent bien marteler leur opposition aux mesures d'austérité, mais aussi à la réforme Borne. [...]

« La première revendication, c'est toujours l'abrogation de la réforme des retraites », rappelle Frédéric Souillot, secrétaire général de FO. [...]

Même au sein de la droite, les positions évoluent : « La suspension pourrait être une voie de passage », selon un député LR. [...]

Le Monde

Sébastien Lecornu, un Premier ministre sous la pression des syndicats et du patronat

Sébastien Lecornu se retrouve dans une situation aussi inconfortable qu'atypique. Déjà confronté à la colère des syndicats, qui exigent une politique plus juste au profit des travailleurs, le Premier ministre doit aussi faire face à l'inquiétude du patronat, horrifié à l'idée d'un éventuel relèvement de la fiscalité pesant sur les entreprises. Mercredi 24 septembre, il a reçu, à tour de rôle, des représentants des deux camps. À l'issue de l'entretien, les huit principales organisations de salariés ont lancé un nouvel appel à la mobilisation, le 2 octobre, tandis que le Medef, lui, a confirmé la tenue d'un « meeting » d'employeurs en précisant que celui-ci aura lieu le 13 octobre.

Les deux initiatives sont évidemment indépendantes l'une de l'autre et obéissent à des motivations diamétralement opposées. [...]

L'annonce par l'intersyndicale d'une deuxième journée nationale d'action, après celle du 18 septembre, n'a rien d'étonnant. C'est même l'inverse qui l'aurait été, compte tenu de la teneur de l'« ultimatum » envoyé à l'exécutif par les huit alliés. Ceux-ci réclamaient ni plus ni moins un changement de cap radical, difficilement envisageable en quelques jours [...].

Sur tous ces dossiers, « le Premier ministre n'a apporté aucune réponse claire », a estimé Marylise Léon, la secrétaire générale de la CFDT, en parlant au nom des huit organisations de salariés, juste après leur rendez-vous à Matignon. [...]

Un bémol, peut-être : la réforme de l'assurance-chô-

mage, consistant à rendre plus strictes les modalités d'indemnisation. Sur ce projet, « il explique qu'il ne passera pas en force », a rapporté Patricia Drevon, mais la secrétaire confédérale de FO a aussitôt dit, en substance, que l'expression du chef du gouvernement laissait subsister un doute. [...]

Les dirigeants patronaux, eux, n'ont pas la dent aussi dure à l'égard du locataire de Matignon, mais ils craignent que celui-ci accède à certaines demandes dont les entreprises risqueraient de faire les frais. Au cœur de leurs préoccupations : la piste d'une hausse des prélèvements obligatoires. [...]

La démarche du premier mouvement d'employeurs est loin de susciter l'enthousiasme de ses concurrents. Michel Picon, le président de l'U2P, qui défend les artisans, les commerçants et les professions libérales, a même déclaré que lui et ses troupes ne s'y associeront pas. « Il faut apaiser le climat dans lequel nous sommes », a-t-il plaidé. [...] Quant à la CPME, elle n'a pas encore décidé si elle embarquait avec le Medef dans « l'événement » du 13 octobre.

Conscient que les acteurs sociaux continuent d'avoir des appréhensions, M. Lecornu a indiqué, mercredi soir, dans un communiqué, qu'il les rencontrera, de nouveau, « dans les prochains jours » afin d'évoquer le budget et son « projet global ». Il leur a, en outre, demandé une « contribution » sur cinq thématiques [...] Son souhait est manifestement de jouer à fond la carte du dialogue de manière à prendre en compte des attentes souvent antagonistes. Un exercice qui, pour le moment, revient à essayer de résoudre la quadrature du cercle.

ActuEL CSE

Quelle mobilisation le 2 octobre ?

Après une journée de manifestation réussie le 18 septembre, l'intersyndicale tentera de nouveau de mobiliser les salariés et citoyens ce jeudi 2 octobre contre les projets de budgets austéritaires. Plusieurs organisations appellent en effet à suivre le mouvement [...].

À FO, dont le secrétaire général Frédéric Souillot a déposé un préavis de grève (reconductible) jusqu'au 30 novembre, certaines organisations comme le commerce emboîtent le pas : « La Section Fédérale du Commerce & VRP appelle ses militants et plus largement les salariés du commerce à se mettre massivement en grève le jeu-

di 2 octobre 2025 afin d'obtenir le retrait pur et simple du budget Macron-Bayrou-Lecornu, l'abrogation de la réforme des retraites, l'augmentation générale des salaires, la défense (...) de la Sécurité sociale ».

Il n'en va pas de même à la fédération FO des transports : « Nous ne nous engagerons plus dans des mobilisations et des grèves saute-moutons (...) dans l'objectif d'organiser une semaine noire dans les transports et la logistique fin octobre, date à laquelle nous aurons les premiers éléments du budget régressif à l'encontre des salariés, chômeurs, retraités ». [...]

Vendredi 3 octobre 2025

Libération

Mobilisation du 2 octobre : malgré un reflux dans la rue, l'intersyndicale ne s'avoue pas vaincue

Des baisses de régime dans les mobilisations, ils en ont vu d'autres, les leaders syndicaux qui mènent le cortège parisien, jeudi 2 octobre. [...]

Les explications sont diverses. Certaines conjoncturelles : l'absence d'un gouvernement constitué, d'un budget clairement défini. D'autres structurelles : faire grève coûte d'autant plus cher que les difficultés salariales s'enkystent. [...]

Chacun et chacune à leur manière, les numéros 1 syndicaux font ainsi passer un message : « On a fait le job » [...] et, pour le moment, il n'est pas question d'enchaîner avec une autre journée nationale. [...] La déclaration de politique générale de Sébastien Lecornu, envisagée la semaine prochaine, devrait être l'occasion pour le

Premier ministre d'enfin clarifier ses intentions budgétaires. Si l'intersyndicale se réunira dans la foulée pour l'expertiser, ses membres pensent que la période à venir sera avant tout dictée par l'agenda politique, avec une ou plusieurs motions de censure, une potentielle chute du gouvernement et l'examen concret du budget 2026. [...]

Les dernières idées que Matignon a fait fuiter dans la presse, ce jeudi matin, suggèrent qu'il y aura encore fort à faire pour pousser le Premier ministre à la « rupture » qu'il a promise. Ce dernier « réfléchit » en effet à transformer la « prime de partage de la valeur » en une « prime Macron » défiscalisée et désocialisée, à renforcer la défiscalisation des heures supplémentaires, ou à exonérer d'impôt sur le revenu des couples payés un peu au-dessus du SMIC [...]